

DIRECTION DES ACTIONS DE L'ETAT

FH/CC 3ème BUREAU  
Urbanisme et Environnement

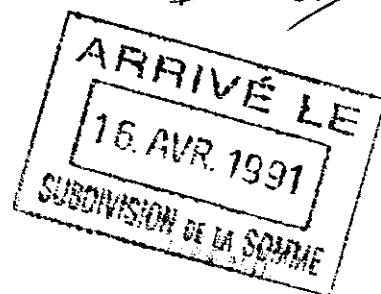
Installations classées  
pour la protection de l'environnement

S.A. "Minguet et Thomas" - Otor Groupe"

Communes de Contoire-Hamel  
et Hargicourt

**ARRETE**

Le Préfet de la Région Picardie  
PREFET du département de la SOMME  
Chevalier de la légion d'Honneur



VU la loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre la pollution ;

VU la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi susvisée ;

VU le décret n° 82.389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

VU le décret n° 87.279 du 16 avril 1987 pris pour l'application de la loi n° 64.1245 susvisée ;

VU la nomenclature des installations classées ;

VU l'arrêté préfectoral du 4 octobre 1983 autorisant la S.A. "Minguet et Thomas" à exploiter sur le territoire des communes de Contoire-Hamel et Hargicourt une usine de fabrication de papier et carton ondulé ;

VU la sensibilité du milieu récepteur et les conclusions de l'étude visant à l'amélioration du traitement des effluents de l'usine ;

VU les projets d'arrêté préfectoral complémentaire ;

VU les avis du sous-préfet de Montdidier des 9 octobre 1989, 27 février 1990 et du 26 novembre 1990 ;

VU les avis de l'inspection des installations classées des 28 août 1989, 22 janvier 1990 et 19 octobre 1990 et les propositions du directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Picardie des 4 septembre 1989, 25 janvier 1990 et 24 octobre 1990 ;

VU les avis du conseil départemental d'hygiène de la Somme dans ses séances des 27 octobre 1989, 27 mars 1990 et 10 janvier 1991 ;

Le pétitionnaire entendu ;

Considérant qu'il convient de prendre en compte l'évolution des techniques en matière d'épuration des eaux et de proposer un nouveau calendrier pour respecter les normes de rejet des effluents ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

- A R R E T E -

Article 1er - Les alinéas 15.2, 15.3 et 15.5 de l'article 15 de l'arrêté préfectoral du 4 octobre 1983 susvisé sont modifiés comme suit, les autres paragraphes de l'article 15 demeurant inchangés.

15.2 - Collecte des eaux

Les eaux pluviales seront recueillies dans un réseau propre.

Les éluats de traitement des eaux de chaudière seront regroupés en un même point. Ils seront neutralisés et pourront être rejetés, après contrôle, dans le réseau des eaux pluviales, sous réserve que leur pH soit compris entre 6,5 et 8,5.

15.3 - Normes de rejet

Pour le 1er mars 1991, les effluents rejetés par l'établissement devront satisfaire aux dispositions suivantes :

. Débit : 8 m<sup>3</sup>/t de papier traité, soit pour une production de 150 t/j, un rejet maximum de 1200 m<sup>3</sup>/jour.

. Concentration et flux :

	MES	DB05	DC0	NKT	P
Concentration instantanée (mg/l)	30	40	250	15	15
Concentration moyenne journalière (mg/l)	25	30	180	10	10
Flux par tonne de papier traité (kg)	0,2	0,24	1,4		
Flux journalier (kg/j)	30	36	216	12	12

. pH compris entre 5,5 et 8,5

- température maximale inférieure à 25°C.

## 15.5 - Analyses et mesures

### 15.5.a - Autosurveillance

L'exploitant procédera à l'analyse hebdomadaire des eaux résiduaires en sortie des installations d'épuration.

Ces analyses seront effectuées sur un échantillon moyen de 8 heures et porteront sur les éléments suivants : pH, MES, DB05, DC0, NKT, N03 et N02 et P.

### 15.5.b - Bilan en azote et en phosphore

Au cours de la première année de fonctionnement, l'exploitant procédera au moins deux fois par semaine aux fins d'analyses à des prélèvements d'eau à l'entrée et à la sortie de la station en vue d'élaborer un bilan des rendements épuratoires ainsi que des concentrations et flux résiduels en pollution organique, azotée et phosphorée.

Parallèlement les ajouts en azote et en phosphore seront enregistrés et leur consommation relevée.

Les dosages pourront être réalisés au moyen de méthodes simples sous réserve que leurs résultats soient périodiquement recoupés par des analyses effectuées selon des méthodes normalisées.

Un rapport intermédiaire sera adressé chaque trimestre à l'inspection des installations classées de même qu'une situation plus complète lui sera communiquée à l'issue de la première année de fonctionnement normal de la station d'épuration.

Article 2 - Les autres dispositions de l'arrêté du 4 octobre 1983 demeurant inchangées.

### Article 3 - Publicité

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les nouvelles prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché pendant une durée minimum d'un mois aux mairies de Contoire-Hamel et Hargicourt par les soins des maires, ainsi qu'en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Une copie du même arrêté sera par ailleurs déposée aux mairies de Contoire-Hamel et Hargicourt pour être tenue à la disposition du public.

Un avis rappelant la délivrance du présent arrêté et indiquant où les prescriptions imposées à l'installation peuvent être consultées sera par ailleurs inséré par les soins du préfet, aux frais de l'exploitant, dans "le Courrier Picard" et "l'Action Agricole Picarde".

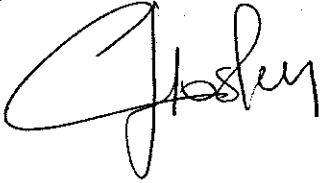
Procès-verbal de l'accomplissement des mesures de publicité leur incombant sera dressé par les soins des maires précités.

Article 4 - Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Montdidier, les maires des Contoire-Hamel et Hargicourt, l'inspecteur des installations classées et le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Picardie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la S.A. "Minguet et Thomas Otor Groupe".

Amiens, le **28 MARS 1991**

DIRECTION DES ACTIONS DE L'ETAT  
POUR AMPLIFICATION  
Pour le Secrétaire Général  
et par délégation :

L'Attaché, Chef de Bureau



Christiane HOSTEN

Le préfet,

Pour le Préfet  
Le Secrétaire Général



Signé: **Marc VAUX**